



# ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE  
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## L'Edito

### Macron à droite toute !

On savait déjà que le « en même temps » droite-gauche était fini.

Macron semble désormais prêt à un « en même temps » droite marconienne-droite LR-extrême droite. Le vote de la loi Darmanin reprenant en partie la préférence nationale prônée par les Le Pen depuis des années va dans ce sens.

Non content de prêter la main à cette forfaiture, le président a jugé bon d'apporter son soutien à Depardieu. Soutien exprimant son mépris pour la lutte des femmes, et confirmant que, pour lui, la lutte contre les violences faites aux femmes n'est qu'une des esbrouffes dont il est coutumier.

Son remaniement politicien met en place un de ses clones, parti de la gauche pour aller vers la droite. Abandonnant bien vite l'éducation, après y avoir prôné... l'uniforme pour les élèves... Quant aux divers ministres, c'est presque un gouvernement sarkozyste !

La mobilisation de la gauche, des syndicats, des associations contre ce pouvoir et la menace néofasciste est urgente. Soyons en masse dans la rue les 14 et 21 janvier.



## La Campagne BDS France



La campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) a été lancée par la société civile palestinienne en 2005, suite à la politique israélienne de colonisation, d'occupation et d'apartheid.

Les Palestinien·nes font appel aux citoyens du monde, afin que prenne fin le plus long conflit de l'histoire récente, en leur demandant de **boycotter tous les produits israéliens**, mais aussi de pratiquer un **boycott sportif, culturel et universitaire**. Elles nous demandent également de faire pression sur les entreprises étrangères, afin qu'elles arrêtent leur **collaboration avec cet État criminel**.

Enfin, elles nous demandent de faire appliquer par nos États les sanctions qui auraient dû être appliquées depuis des dizaines d'années devant ce **déni de droit intolérable**.

Des militant.es du mouvement de solidarité avec la Palestine dans plusieurs pays (France, RU, EU, Canada, Maghreb..) ont répondu à cet appel. Il y a eu énormément d'actions dans le monde. Une victoire symbolique est le fait qu'Orange s'est désengagée en 2015 du partenariat qu'elle avait avec l'entreprise israélienne Partner qui a des activités dans les colonies illégales en Cisjordanie, suite à l'appel de boycott contre Orange lancé par les Égyptiens et relayée dans plusieurs pays, dont la France via BDS France et l'AFPS.

Face à ces campagnes, l'État d'Israël dont l'image a bien été détériorée, a alors créé un département de délégitimation, de ces luttes dans le monde, ainsi que ce mouvement de solidarité avec la Palestine.

En France les associations sionistes passent à l'offensive. En février 2010, la circulaire Alliot-Marie, ministre de la Justice à l'époque, criminalise la campagne BDS. Mais les militant.es continuent de se battre arguant de leur liberté d'expression.

En juin 2020, la CEDH condamne l'État français à indemniser des militant.es condamnés, rappelant que l'appel aux consommateurs à boycotter les produits d'un État, en protestation de sa politique, est protégé par la Convention européenne des droits de l'Homme (article 10).

Depuis le 7 octobre 2023, devant les massacres perpétrés contre le peuple palestinien, la campagne BDS s'est amplifiée visant des produits israéliens et étasuniens.

Mais il est temps que les États occidentaux qui avaient appelé à des sanctions contre la Russie après son invasion de l'Ukraine, en fassent de même contre Israël qui reste depuis trop longtemps dans l'impunité.

Nous exigeons que la France suspende toute coopération militaire et sécuritaire avec Israël et apporte un soutien réel à la Palestine auprès de la Cour Pénale Internationale (CPI), afin que les responsables des crimes israéliens soient poursuivis et jugés.

Nous demandons, également, que l'Union Européenne suspende l'accord d'association entre l'UE et Israël.

# Loi Darmanin : les idées d'extrême droite contre les étrangers

LR, Renaissance et le RN ont voté la loi la plus dure pour les étranger-es depuis 40 ans. Au même moment, l'UE élabore un Pacte européen sur la migration et l'asile qui va « *légaliser, généraliser et encourager les pratiques illégales et violentes (...) condamnées depuis des années tout au long des parcours d'exil* » selon la Cimade.

Cette nouvelle alliance politique à l'Assemblée Nationale donne le cap de la feuille de route du gouvernement Attal. A droite toute ! A tous prix !



## Des conséquences dramatiques pour les migrants

Travail, quotas de travailleurs étrangers, accès aux prestations familiales et APL, droit du sol, délit de séjour irrégulier, AME, regroupement familial, caution pour les étudiant-es : tous les articles de cette loi auront pour conséquence de précariser, humilier, réprimer, stigmatiser toujours davantage les étranger-es vivant en France.

## Des conséquences dramatiques pour le droit et pour les libertés

En présentant l'étranger, même en situation régulière, comme un profiteur, une menace à l'ordre public, un délinquant potentiel, on construit la figure de l'étranger comme indésirable. Ce gouvernement multiplie les discriminations, renforce le racisme, fracture la société. Il ne restera au RN qu'à ramasser la mise.

Macron a fait voter une loi qu'il sait contraire à la constitution, une loi qui contient une mesure de préférence nationale, proposition phare du RN. Il indique ainsi clairement que le respect du droit, des libertés fondamentales, des conventions internationales passent pour lui et son camp au second plan.



## La riposte

- 32 départements n'appliqueront pas les nouvelles conditions d'octroi des allocations, qu'ils dénoncent comme un « principe de préférence nationale » contraire au droit constitutionnel .
- 3500 médecins appellent à la désobéissance civile en cas de suppression de l'AME
- Toutes les organisations de défense des droits des étranger-es se prononcent contre cette loi.
- 201 personnalités appellent à marcher le dimanche 21 janvier dans toute la France pour demander au Président de la République de ne pas promulguer la loi immigration.

## Mobilisé-es jusqu'au retrait de la loi asile et immigration

À l'appel de la Marche des Solidarités et des Collectifs de Sans Papiers d'Ile de France, 400 organisations appellent au retrait de la Loi asile immigration et à des manifestations dans toute la France le 14 janvier.

**Pour ENSEMBLE!, il faut répondre présent à tous les appels à la mobilisation (14, 21 janvier) et à toutes les initiatives prévues jusqu'au retrait de ce texte de loi raciste.**

## Mobilisé-es pour une autre politique migratoire

Le coup politique de la macronie ne change rien à la réalité : notre monde est celui des mobilités, contraintes ou voulues. L'immigration arrive en cinquième position dans les réoccupations des français-es qui à 63 % se déclarent favorables à la régularisation des travailleurs sans papier.

Il n'y a pas de crise migratoire, pas d'appel d'air, mais une crise des politiques d'accueil.

Loin des idées rances et meurtrières de la droite et de l'extrême droite en Europe et dans le monde, passons ensemble à l'offensive. Avec les premier-es concerné-es et les organisations mobilisées, faisons entendre une autre voix, d'autres idées, des propositions concrètes pour un accueil digne, un monde ouvert à la richesse des échanges humains.

# Second Forum national « Construire l'alternative »

*Une participation en demi teinte ce samedi 16 décembre - c'était attendu -, avec une soixantaine de participant-es. A noter la présence d'Alternative Communiste (matin), de PEPS et de l'UCL (l'après midi) et l'absence des composantes du CLIO pourtant invitées*

Une introduction générale à la journée a rappelé la tenue du 1er forum le 2 juillet et la publication des deux textes qui en sont sortis (sur la révolte des jeunes des quartiers populaires après la mort de Nahel et pour la tenue de forums locaux) et pointé les changements de contexte depuis, et notamment la guerre à Gaza et la criminalisation du mouvement de soutien au peuple palestinien.

2 forums locaux seulement ont pu se tenir depuis juillet (Metz et Lyon).

Après les présentations en plénière des thèmes sur les questions internationales (1), la montée de racismes parallèle à l'autoritarisme d'Etat (2), l'articulation entre luttes sociales et écologiques (3), trois ateliers ont été, en matinée, l'occasion de débats riches et prometteurs par les convergences constatées et les pistes de travail dégagées.

**L'atelier 1**, sur la base du droit à l'autodétermination des peuples, a été l'occasion d'articuler les mobilisations anti-coloniales et anti-impérialistes, de la Palestine à l'Ukraine en passant par le Sahel.

**L'atelier 2** a relié racisme et autoritarisme d'Etat, un double axe majeur dans la phase actuelle du capitalisme qui appelle à des résistances et à un projet de société alternatif.

**L'atelier 3**, novateur dans sa dimension alternative, a pointé l'articulation nécessaire du social et de l'écologie, en reliant cette articulation aux droits universels avec notamment la gratuité des transports, les premiers m3 d'eau, la sécurité sociale de l'alimentation, avec une perspective :

vivre mieux en protégeant la planète pour un imaginaire politique désirable.

L'après-midi était organisée sur le même schéma : trois introductions plénières puis des ateliers. Ce fut l'occasion d'un bilan de la NUPES et d'une amorce de réflexion sur ses suites (1), d'un débat sur les enjeux européens actuels et la stratégie à proposer à l'occasion du scrutin européen de 2024 (2) et enfin des pratiques du féminisme et de la démocratie en lien avec le type de force politique que nous voulons.

**L'atelier 1** a confirmé, malgré toutes les limites de la NUPES, la difficulté à lui donner vie à la base mais aussi l'existence, parfois, de pratiques novatrices (assemblées populaires citoyennes) impliquant des « non-encarté-es », des militant-es d'Ensemble!, parfois du NPA. Sur les suites à donner, des points de vue différents se sont exprimés.

**L'atelier 2** a pointé les questions migratoires, l'Ukraine, la démocratie comme enjeux européens majeurs ; une stratégie électorale pour le NPA est une participation possible à la liste de la FI.

**L'atelier 3** s'est orienté vers l'exigence démocratique dans le travail, hors la production, dans les organisations, vers la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans la société et dans les organisations, ainsi que la remise en débat des pratiques politiques dans une logique d'éducation populaire (rotation des tâches, prises de responsabilité...).

Les conclusions ont porté sur les suites : s'appuyer sur les pistes de travail issues des ateliers pour engager des campagnes -articulation des activités anti-impérialistes ; gratuité des transports ou sécurité sociale de l'alimentation- ; s'attacher à mettre en place les forums locaux partout où c'est possible.

**Si la participation a été insuffisante, la qualité a été au rendez-vous. Si des divergences existent, elles seront mises en débat. Les convergences sur le fond l'emportent largement, ce qui est essentiel pour l'avenir.**

## Affaire Legay : une journée particulière !

Jeudi 11 janvier était le premier jour du procès, dépaycé à Lyon, du commissaire Souchi, donneur d'ordre de la violente agression subie par notre camarade Geneviève Legay, le 23 mars 2019. Ce fut l'occasion de l'organisation par ATTAC-France d'une journée entière de tables-rondes et de débats, à la Bourse du travail de Lyon, autour de l'affaire elle-même puis du thème des violences policières sous le titre "Affaire Legay, un scandale d'Etat"

Dans l'un de ces débats, Laurence Boffet, co-porte-parole d'Ensemble, a pris la parole. A quelques dizaines de mètres avait lieu le procès : il a surtout été l'occasion d'entendre Souchi pendant plusieurs heures, avec un propos laborieux et par moments pathétique. Il n'a pas été difficile pour la présidente du tribunal et les avocat.es de Geneviève de mettre en valeur ses incohérences. Le procès continuera le 12 janvier et on y reviendra prochainement, sur ses conclusions et ses enseignements. A noter que parmi les témoins cité.es par Geneviève figurait Radija Boukhalfa, elle-aussi adhérente d'Ensemble!

Geneviève Legay

Celle qui n'était pas sage





# Affaire Depardieu

Une fois de plus, de trop, une personnalité est accusée de viol et d'agression sexuelle. L'acteur est mis en examen visé par deux plaintes pour viol et une pour agression sexuelle depuis 2020. Depuis plusieurs femmes ont porté plainte. Les témoignages sont nombreux sur l'attitude sexiste et dangereuse de l'acteur sur les plateaux de tournage. Silence assez général.

Le 7 décembre 2023, le magazine « Complément d'enquête » le montre enchaîner les propos obscènes, sexistes et misogynes. Tout le monde se réveille : le reportage serait truqué : preuve est faite devant huissier que non. Il y aurait « une chasse à l'homme » d'organisée contre « le grand acteur ».



Et là, alors que la loi Darmanin vient d'être adoptée sans débats, qui vient prendre la défense de Depardieu ? Le président de la République lui-même au nom de la présomption d'innocence, de la grandeur de l'acteur qui rend la France fière. Le président n'a pas eu un mot de solidarité à l'égard des victimes présumées et pas le moindre regard critique sur les propos et agissements répréhensibles, punis par les lois !

Trois millions de personnes, à une heure de grande écoute ont du être interloqué-es ! Et pourtant ce n'est pas si étonnant car le président de la République compte dans ses rangs deux ministres ayant été visés par des procédures judiciaires certes soldées par un non lieu (Darmanin) pour l'un et une relaxe pour l'autre (Dupond-Moretti) . Mais ils ont toujours bénéficié d'un soutien sans faille même avant l'issue des procédures.

De plus le locataire de l'Elysée avait tenu des propos similaires en 2021 au moment de la révélation des accusations de viol visant son ancien ministre Nicolas Hulot.



Ce choix assumé de se tenir du côté d'auteur de violences, venant d'un président garant des institutions invalide la parole des plaignantes, entrave leur recours à la justice, anéantit leurs espoirs de reconnaissance du préjudice subi, va à l'encontre de leurs tentatives de reconstruction.

Celui qui s'est proclamé champion de la lutte contre les violences faites aux femmes, le Président Macron s'avère être ni plus ni moins que le défenseur des agresseurs sexuels et de la culture du viol.

**Ensemble ! continuera de croire en « la présomption de sincérité » des victimes et de militer pour la construction d'un monde qui, enfin, refuse, proscrie et lutte contre toutes les violences sexuelles et sexistes faites aux femmes, aux enfants et minorités de genre.**



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

**Pour nous contacter :**

[contact@ensemble-mouvement.com](mailto:contact@ensemble-mouvement.com)



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt\_ENSEMBLE



mouvement\_ensemble

